# À Gaza, c’est l’avenir des Palestiniens qui s’invente

18 juillet 2018

**C’est une conversation à cœur ouvert qu’Orient XXI a eue avec Leïla Shahid, ex-ambassadrice de la Palestine à Paris et à Bruxelles auprès de l’Union européenne. Elle y aborde sans langue de bois et sans tabous l’intifada pacifique de Gaza, le processus d’Oslo, la colonisation de la « Jérusalem métropolitaine », l’affaiblissement de l’establishment palestinien et le péril que représente l’infléchissement des positions arabes. Elle replace le conflit avec Israël dans le temps long et rappelle avec force que la question des réfugiés demeure centrale.**

**Nada Yafi.** — *Vous avez choisi d'entamer cet entretien à un moment particulier, celui de la journée mondiale des réfugiés, le 21 juin. Cette question est- elle essentielle pour vous aujourd'hui ? Est- elle la raison de l'explosion à Gaza à propos de laquelle vous vous êtes beaucoup exprimée dans les médias ?*

**Leïla Shahid.** — Cette question est au cœur de la question de Palestine. Je ne peux pas parler de « conflit israélo-palestinien » : un conflit se déroule entre deux protagonistes. Or, nous ne sommes pas un simple « protagoniste », nous sommes un peuple face à une puissance occupante colonialiste depuis 70 ans. La « question de Palestine » pour reprendre les termes mêmes de l'ONU, n'a pas commencé en 1967, contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire. Elle a commencé en 1948 le jour où le projet d'un État national juif en Palestine est venu remplacer l'État que les Britanniques étaient censés préparer à l'indépendance, comme la France avait préparé le Liban ou la Syrie à l'indépendance par le biais de mandats. Le Royaume-Uni n'avait pas encore de mandat sur la Palestine en 1917 lorsqu'il a produit la déclaration Balfour, une lettre adressée à Lord Weizmann qui préconisait « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour les juifs » avec un bémol scandaleux : « étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine ».

Comment aurait-il pu en être autrement ? À ce moment-là, moins de 10 % de la population de la Palestine était juive. On leur donnait la prééminence sur les 90 % de la population non juive. Comme le dit Monique Chemillier-Gendreau qui est la plus grande juriste française sur cette question, c'est une décision totalement illégitime, car la souveraineté d'un pays appartient toujours au peuple. La souveraineté de la France est au peuple français, les Russes ne peuvent pas dire : demain nous allons décider que la France sera annexée à la Belgique. Le Liban a une souveraineté ; même si demain la Syrie occupait le Liban, personne ne reconnaîtrait cet état de fait, puisque c'est au peuple libanais que revient la souveraineté et non à un régime ou à un gouvernement. Et pourtant, dans le cas de la Palestine, personne n'a consulté le peuple palestinien pour ce « foyer national juif » qui est devenu l'État d'Israël en 1948.

On ne va pas revenir sur la série d'événements qui ont ponctué l'histoire de la Palestine entre 1917 et 1947 ce serait trop long, mais il est essentiel de remettre les choses dans leur contexte historique. La question de Palestine commence avec la dépossession de la terre par le mouvement sioniste (on ne peut pas dire israélien parce qu'Israël n'existait pas encore) et ce, par un nettoyage ethnique planifié, voulu dans l'optique d'une transformation d'un pays à majorité arabe habité par des chrétiens, des musulmans et des juifs non sionistes en un État national juif. Le mouvement sioniste, très bien organisé, est issu de l'Europe de l'époque. Qui sont ses dirigeants ? Theodor Hertzl, David Ben Gourion, Chaim Weizmann, Menahem Begin, Shimon Peres… Ils sont tous Européens. Ils viennent de Pologne, de Lithuanie, d'Allemagne, d'Autriche, de France et ils sont donc comme des poissons dans l'eau dans les cercles européens. Ils sont capables de mobiliser tous ces pays à leurs côtés, au moment où les Britanniques et les Français victorieux remplacent l'empire ottoman. Tout cela avant même qu'on ne découvre l'horreur du génocide. Nous sommes dans les années 1920 du XX$^{e}$ siècle et les Palestiniens — dont beaucoup de membres de ma propre famille du côté de ma mère — étaient encore crédules : ils ne pouvaient imaginer que leur pays serait ainsi octroyé par les Britanniques à une infime minorité.

Au tout début, la direction nationaliste palestinienne pense pouvoir leur expliquer la situation, en souligner l'iniquité par des moyens non violents, lors de conférences tenues à Londres, Paris ou Jérusalem. Après tout, juifs, chrétiens et musulmans avaient toujours vécu ensemble sous l'empire ottoman. Ils n'ont donc pas recours à une révolte. La révolte armée en Palestine commence en 1936 et la résistance non violente aussi, avec une grève générale historique qui dure pas moins de six mois. Les paysans en sont le moteur. Ils sont beaucoup plus lucides que la classe des notables, de la bourgeoisie palestinienne qui est proche des Britanniques, voire liée à eux par certains intérêts, et prête à les ménager. Pourquoi les paysans ? Parce que le mouvement sioniste avait décidé de chasser les Palestiniens des terres dont il prenait possession. Les juifs cherchaient un lieu de substitution aux pays où ils avaient souffert de pogroms,

comme en Russie tsariste ou en Europe de l'Est, et ce longtemps avant l'extermination des juifs en Allemagne, qui fut le summum de la barbarie.

Le mouvement sioniste est né au même moment que tous les mouvements nationalistes européens, au XIX$^{e}$ siècle. La majorité des juifs choisissaient alors les États-Unis jusqu'à ce que ceux-ci imposent des quotas sévères dans les années 1920. Certains ont alors émigré également en Palestine, bien qu'au départ le mouvement sioniste ait envisagé d'autres possibilités pour l'État projeté, comme l'Argentine ou l'Ouganda. Si la Palestine est finalement choisie, c'est que les Britanniques y voyaient leur intérêt, et pas seulement pour ses rapports avec l'Ancien Testament. Des propriétaires juifs tels que Lord Rotshild (citoyen français) ont acheté des terres en Palestine, et la première chose qu'ils ont faite a été de mettre à la porte les paysans palestiniens, afin d'accorder l'exclusivité du travail aux juifs. Les paysans n'étaient pas propriétaires des terres qu'ils cultivaient sous l'empire ottoman, ils étaient simples métayers pour le compte de propriétaires absents palestiniens, libanais ou syriens. Ils étaient tout à fait disposés à travailler pour les nouveaux propriétaires. Mais ceux-là avaient l'intention de créer une véritable classe de paysans et de prolétaires juifs pour l'État projeté.

**Chasser les paysans**

Dans les pays où ils vivaient, les juifs n'étaient pas constitués en classes sociales, mais en « communautés ». C'est là où Ben Gourion a été visionnaire : il fallait créer une nation, littéralement à partir de rien. Si Shlomo Sand dit qu'il n'y a pas de « peuple » juif (1), il veut dire, à juste titre, que les habitants juifs du Yémen, de France, d'Argentine ou d'Allemagne sont ethniquement et culturellement différents, et appartiennent à des peuples différents.

L'idée de chasser les paysans était machiavélique ; elle a entamé le processus de dépossession des Palestiniens bien avant 1948. Ainsi, dès 1920 dans ce qui était la grande Syrie sous domination ottomane où les frontières n'existaient pas, les paysans expulsés n'avaient pas l'impression de changer de pays. C'est cela, la Nakba : l'insidieuse et entière dépossession des Palestiniens. On a découvert, grâce aux travaux du grand historien Walid Khalidi, le Plan Dalet (1947) pour vider la Palestine de ses habitants (2) et grâce à Benny Moris, nouvel historien (« repenti »), que Ben Gourion avait donné des instructions écrites pour faire partir le plus grand nombre possible de Palestiniens, afin que ce pays à majorité arabe devienne un pays à majorité juive.

Il ne s'agit pas d'un génocide — dire cela c'est faire du tort à la cause palestinienne —, mais c'était sans aucun doute le premier nettoyage ethnique du XX$^{e}$ siècle.

**L'expulsion a commencé dès les années 1920**

**N. Y.** — *... Et la vraie signification de la Nakba. Quand l'expulsion des villages palestiniens a-t-elle commencé ?*

**L. S.**— Elle a commencé avec les Britanniques. Puis les juifs ont décidé très tôt qu'ils allaient accepter le plan de partage de 1947, qui leur donnait beaucoup plus que ce qu'ils possédaient alors, à savoir 56 % du territoire alors qu'il représentaient moins d'un tiers de la population (32 %) et qu'ils ne détenaient que 7 % des terres. C'est pour cela que les Palestiniens ont refusé le plan de partage. Mon grand-père maternel Jamal Husseini les représentait à ce moment-là. Son discours aux Nations unies en novembre 1947 est enregistré dans le film de Simone Bitton, Palestine : histoire d'une terre. « Nous n'acceptons pas le plan de partage, avait-il dit, mais nous invitons les juifs à venir vivre avec nous, nous sommes prêts à procéder à des élections, chaque citoyen ayant le même droit de vote et nous bâtirons un pays démocratique pour juifs, chrétiens et musulmans. » Mais eux ne voulaient pas de ce pays « laïc » en quelque sorte, puisqu'ils voulaient un État juif. Le plan de partage a donc été accepté uniquement par les juifs, avec l'idée d'une base de départ pour élargir ensuite le territoire.

Le lendemain même du plan de partage du 29 novembre 1947, les milices de la Haganah précurseurs de l'armée israélienne annoncent qu'elles vont attaquer tous les villages des territoires alloués à la Palestine. Et là elles dynamitent des villages entiers, 480 villages palestiniens incendiés, des populations massacrées. Parce qu'il fallait à tout prix les faire partir, faire basculer la démographie de ce pays d'une majorité arabe à une majorité juive. Ma mère m'a raconté comment les mégaphones sillonnaient les villes et villages après Deir Yassin3 pour faire entendre cette menace : « Si vous ne voulez pas connaître le sort des habitants de Deir Yassin (3), prenez vos balluchons et partez ». Ils sont partis. J'insiste là-dessus : le mouvement sioniste est obsédé par la démographie. Et aujourd'hui, en 2018, le traumatisme de ce qui s'est passé il y a 70 ans en 1948 en Palestine — la Nakba — est toujours vivace. C'est d'abord l'exode de 750 000 Palestiniens, auxquels se sont ajoutés les 300 000 déplacés de la guerre de 1967. Aujourd'hui, la majorité écrasante de la population de Palestine est en exil, expulsée en 1948 ou en 1967. Vous voyez donc à quel point la question des réfugiés est au cœur de la question de Palestine.

**L'obsession démographique d'Israël**

Si en Israël la démographie est une obsession, c'est parce que le mouvement sioniste est hanté par une peur perpétuelle, due au génocide et avant cela aux pogroms des pays européens, et pense que le nombre est la réponse la plus adéquate. Le nombre dans un État exclusif. Le nationalisme des Israéliens est extrême. Mais cette peur est suicidaire, même s'ils croient se protéger par les armes et les bombardements. De notre côté, nous n'avons aucune difficulté à accepter de vivre dans un pays multi-ethnique, multiculturel, parce que nous n'avons pas peur. D'ailleurs les juifs étaient très bien traités dans les pays arabes, même en tant que minorité, puisqu'ils étaient ministres, chefs d'entreprise, occupaient des poste élevés tels que celui de conseiller du roi du Maroc, formaient l'élite de l'Irak ou du Liban au moment même où en Europe ils connaissaient l'horreur des chambres à gaz.

**N. Y.** — *Vous voulez dire que l'antisémitisme n'est pas un phénomène arabe ou musulman ?*

**L. S.** — Bien sûr, parce que les juifs sont perçus comme faisant partie des « gens du Livre » (les religions monothéistes). On détestera un athée, mais pas un juif pratiquant, alors que dans les pays européens ce sentiment prend racine dans la première vision du christianisme et le « déicide ». En islam Moïse est un prophète, de même que Jésus.

Après la création de l'État d'Israël, il y a eu un rejet des juifs du monde arabe parce qu'il y avait un problème de double allégeance.

**N. Y.** — *Revenons à cette question des réfugiés qui rejaillit avec force à la surface. Quels sont les chiffres actuels ?*

**L. S.** — Il faut réaliser que sur les 12 millions de Palestiniens dans le monde entier, 7 millions sont des réfugiés, en Palestine, en Jordanie, en Syrie au Liban. La majorité écrasante d'entre eux est apatride, sans papiers, avec uniquement une carte de l'Office des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East, UNRWA) comme identification. Il y a aussi des réfugiés naturalisés dans les pays arabes en Europe, aux États-Unis, en Australie et au Canada qui tout en ayant la nationalité des pays de résidence restent des réfugiés palestiniens.

Les Israéliens ont très peur que les Palestiniens réclament le droit au retour, conformément à la résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU de décembre 1948, alors que ce droit est reconnu partout par la communauté internationale.

Le fond du problème, on ne le répétera jamais assez, même si on n'en a plus parlé pendant un certain temps, c'est 1948. Tout découle de là. C'est par magnanimité, par souci de compromis en vue de la paix

que nous avons accepté de réduire notre État à la Cisjordanie, à Jérusalem-Est et à Gaza parce que ces territoires abritent le plus grand nombre de Palestiniens. Cela ne veut pas dire que le reste du territoire n'en faisait pas partie. Alors que les Israéliens, eux, sont venus de Russie, d'Espagne, d'Allemagne, de France, du Yémen, du Maroc.

Aujourd'hui, 70 ans après, il y a bien un peuple israélien. Et Yasser Arafat a été une figure historique qui a eu le sens des responsabilités et la force de dire en 1988 à Alger : nous sommes pour une solution de coexistence, nous acceptons un État sur une partie de notre patrie, à savoir la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem, et nous n'allons pas chasser les juifs de leurs habitations, même si le plan de partage nous donnait la Galilée et le « triangle » (espace entre Jénine, Tulkarem et Naplouse). Or, cet État ne fait plus que 22 % de la Palestine (contre 44 % selon le plan de partage). Pourtant, même ces 22 %, Benyamin Nétanyahou et le mouvement sioniste actuel ne sont pas disposés à les accepter. C'est pour cela qu'ils sont en train de grignoter les territoires avec leurs colonies.

La journée mondiale des réfugiés ne concerne pas uniquement les Palestiniens, bien sûr, mais il n'y a pas au monde un seul cas aussi emblématique que le nôtre, où la majeure partie d'une population qui se vit comme une nation se retrouve dans des camps de réfugiés. Il y a eu des réfugiés dans toutes les guerres, il y en a eu au Vietnam, en Afrique du Sud, en Bosnie, au Kosovo, en Algérie au Cambodge, mais ils sont tous revenus chez eux. Pas les Palestiniens.

**Oslo est mort avec l'assassinat de Rabin**

**N. Y.** — *Pourquoi cela cause-t-il une telle panique chez les Israéliens quand on parle de droit au retour ? Pourquoi conçoivent-ils leur État comme étant exclusivement juif ?*

**L. S.** — Parce qu'ils craignent un potentiel changement de démographie. Et de retrouver leur statut de minorité comme en 1947. Mais pour les Palestiniens cette reconnaissance est essentielle. Aucun dirigeant palestinien ne peut renoncer à ce droit. Bien évidemment l'application elle-même de ce droit est une autre affaire. Lorsque nous avions négocié les accords d'Oslo, nous avons trouvé un interlocuteur comme Yitzhak Rabin, assez responsable pour négocier vraiment, bien plus que Shimon Peres. Ce dernier, bien que « chouchou » des Européens, était un opportuniste qui a suivi Ariel Sharon aveuglément pour rester ministre. Alors que Rabin, qui avait pourtant ordonné que l'on brise les os des manifestants palestiniens lors de l'intifada, était sérieux lorsqu'il négociait. Il assumait son rôle de patriote **israélien qui cherchait réellement la paix.**

N. Y. — *Vous pensez que c'est pour cela qu'il a été assassiné ?*

**L. S.** — Je le pense. Et Oslo est mort après lui. Donc, le sujet qui rend fou les Israéliens c'est bien celui des réfugiés. Lorsqu'ils sont entrés aux Nations unies en 1948, ils ont été obligés de reconnaître toutes les résolutions concernant la Palestine et Israël votées avant leur admission. La première c'est la résolution 181, celle du plan de partage, puis la résolution 194, celle du droit au retour. Ils l'ont reconnue, mais ne l'ont jamais appliquée. De notre côté nous disons : bien sûr que nous n'allons pas ramener 6 à 7 millions de réfugiés, mais nous exigeons la

**reconnaissance de leur droit au retour.**

N. Y. — *Beaucoup ne veulent pourtant pas revenir.*

**L. S.** — Effectivement. C'est bien pour cela qu'à Taba (4), en 2001, Palestiniens et Israéliens ont offert trois choix à chaque réfugié palestinien : exercer son droit au retour en Israël même, après accord d'Israël, exercer son droit de retour dans l'État de Palestine, ou choisir de rester là où il réside après approbation du pays d'accueil et tout en conservant sa nationalité palestinienne. Les deux négociateurs en chef étaient

Yossi Beilin, alors ministre israélien de la justice et Nabil Chaath, principal négociateur palestinien, et c'est peut- être le dossier qui a le plus avancé à ce moment-là. Nabil Shaath a dit à Yossi Beilin : « Nous avons besoin que vous reconnaissiez de jure la résolution 194, mais nous ne demandons pas sa mise en œuvre pour tous les réfugiés ». Et Yossi Beilin a répondu : « Et moi je te demande de dire que vous n'allez pas l'appliquer aux 7 millions. Nous sommes prêts de notre côté à prendre 100 000 parmi les réfugiés du Liban, dont la situation est la plus désastreuse sur le plan politique, social et économique ». C'est ce qu'on a appelé « les paramètres Clinton », auxquels il faudra bien revenir un jour.

C'était symboliquement important puisque ces réfugiés auraient été intégrés en Israël même. À mon avis, la majorité n'aurait pas voulu vivre dans un État réservé aux juifs. Il suffit de voir la situation des Palestiniens restés en Israël, qui est un vrai calvaire.

**Gaza, berceau du nationalisme**

Voilà pourquoi Gaza est tellement importante. Les journalistes parlent de Gaza sans vraiment savoir ce que c'est : à savoir une étroite bande de terre de 356 km2. C'était la plage où ma mère allait, enfant, jouer avec son père à tendre des filets pour les oiseaux. C'était un endroit magnifique où il y avait à peine quelques milliers d'habitants. Il y avait trois villes : Gaza, Khan Younès au sud et Jabaliya au nord. Voilà tout. Maintenant, il y a deux millions d'habitants qui sont dans leur immense majorité des réfugiés de tous les villages autour de Gaza, détruits en 1948. Les réfugiés partaient à pied pour atteindre la destination la plus proche hors de l'occupation israélienne. Les habitants du nord, en Galilée, sont partis au Liban ; ceux qui étaient en Cisjordanie sont partis à Amman. Et ceux du « triangle » à Gaza. Donc, Gaza est habité à 95 % de réfugiés dont les villages restent sous leurs yeux, qu'ils peuvent voir avec des jumelles, de l'autre côté de la frontière. Ils voient leurs villages transformés en kibboutz ou en moshav, inaccessibles pour eux. Alors qu'ils vivent dans une prison à ciel ouvert. Et on est surpris qu'ils se révoltent ?

Les habitants de la Palestine de l'époque sont encore vivants, puisque la Nakba a eu lieu il y a 70 ans, donc tous les hommes et les femmes de plus de 70 ans se rappellent leur village. Et leur village est là, même s'il a changé de nom. Je le dis souvent : ce n'est pas un conflit, c'est une tragédie grecque. Vous en connaissez, vous, des gens, dans le monde, dont le pays est là, sous leurs yeux, mais ils ne peuvent pas y mettre les pieds ? Qu'une armée empêche d'y arriver ? Que l'occupation et la guerre séparent en deux populations vivant sur la même terre ?

Gaza est par excellence la ville des réfugiés. On l'appelle « la Soweto palestinienne ». La densité de peuplement est la plus élevée du monde. Ils sont les uns sur les autres. Ce sont des dizaines de kilomètres de camps de réfugiés, vivant dans la misère, assiégés par terre, air et mer. L'armée israélienne s'est certes retirée de l'intérieur de Gaza en 2003, mais elle n'a pas quitté les frontières terrestre, aérienne et maritime, comme on l'a vu dans les reportages ; elle interdit même aux pêcheurs d'aller au-delà de quelques kilomètres. Elle domine le ciel avec ses F16 et tous les drones qu'elle fabrique et qu'elle importe. Et ce blocus fait que selon le droit international, Gaza est toujours occupée. Alors ils ont beau jeu de dire : « Oui, mais c'est parce qu'ils ont continué à nous bombarder, alors que nous étions partis ». Non ils ne sont pas partis, ils se sont repliés de l'intérieur en prenant avec eux les 8 000 colons, un nombre relativement faible par rapport au nombre total de 700 000 colons présents en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Par ailleurs la hasbara (propagande) israélienne persiste à prétendre que le Hamas est responsable du chaos à Gaza. Peu de gens savent qu'en 2005, Sharon avait refusé de restituer le territoire occupé de Gaza à l'Autorité palestinienne (AP) et choisi volontairement de la laisser au Hamas, créant ainsi les conditions du chaos après leur départ. C'était un coup très habile de Sharon qui voulait se concentrer sur la Cisjordanie. Il a aussitôt commencé à construire le mur. Exactement au même moment où il se retirait de Gaza. En fait, toute la bataille des Israéliens vise à prendre du territoire sans population, c'est ça l'objectif principal : des terres à coloniser. Ils ne veulent pas d'habitants, on en revient toujours à l'obsession démographique. C'est la raison principale du retrait de Gaza : mieux coloniser la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est.

Un comité pour le « grand retour »

**N. Y.** — *Gaza avec ses deux millions d'habitants était donc un fardeau dont Israël avait intérêt à se débarrasser ?*

**L. S.** — Exactement. Même Rabin disait : « Je voudrais voir Gaza sombrer dans la mer ». Car ils perdaient de jeunes soldats face à la résistance de Gaza, territoire non seulement le plus peuplé, mais le plus résistant, le plus courageux, le plus inventif, et il n'est pas étonnant que tous les mouvements palestiniens en soient issus : le Fatah, le Hamas. Parce que c'est là où la souffrance est la plus profonde. Et cette résistance ne s'est jamais arrêtée. C'est à Gaza en 1956 que Sharon a commencé à « casser du Palestinien », à torturer, à tuer. Gaza a été occupée en 1956, pas en 1948, et jusque là elle était sous administration égyptienne. Gaza a donc encore cette mémoire de la résistance, elle n'a jamais baissé les bras, qu'elle soit islamiste, nationaliste, communiste, peu importe, elle est Résistance. Et ce que vous avez eu là, avec ce mouvement extraordinaire qui a commencé le 30 mars, Journée de la terre et s'est poursuivi le 14 mai, journée de la Nakba c'est la toute dernière génération, entre 15 et 25 ans, et qui dit : « Nous n'accepterons pas d'être humiliés ; nous n'avons pas peur, et nous ne voulons pas avoir recours aux armes. Nous voulons un mouvement de masse non armé, nos mentors sont Gandhi, Nelson Mandela et Martin Luther King. » Ils se sont organisés avec un « comité pour le grand retour ». Ils se sont sentis provoqués par l'arrogance de Donald Trump, qui a décidé tout seul, de manière unilatérale, et en violation du droit international qui reconnaît Jérusalem-Est comme territoire occupé depuis 51 ans, que Jérusalem est la capitale d'Israël, dans laquelle il transfère l'ambassade des États-Unis.

Plus grave encore, il décide d'arrêter le financement de l'UNRWA. Et son ambassadrice pousse même l'indécence jusqu'à dire qu'il faut « démanteler l'UNRWA parce qu'elle participe à l'illusion du droit au retour ». Les États-Unis ont supprimé une aide de 65 millions de dollars destinée à nourrir les réfugiés dans les camps. Et tandis que le ministre suisse des affaires étrangères adoptait la même attitude, le haut-commissaire suisse de l'Agence, Pierre Krähenbül — un homme remarquable par son dévouement et son travail — faisait le tour de l'Europe en avertissant contre l'explosion de « dix Daesh » avec une telle décision. En effet, les habitants des camps ne vivent que de l'aide de l'UNRWA. Les écoles sont des écoles de l'UNRWA, les cliniques sont des cliniques de l'UNRWA et l'aide aux familles les plus pauvres c'est l'UNRWA, depuis 70 ans.

La hasbara accable le Hamas pour délégitimer le mouvement des jeunes. Mais les jeunes répondent à Trump par leur manifestation. Personne dans les médias n'a souligné que c'était l'une des raisons de leur action. Il faut apprendre à décoder. Il y avait deux choses : le 70e anniversaire de la Nakba, la déclaration américaine sur Jérusalem, mais aussi la guerre que Trump et ses amis mènent contre l'UNRWA. Le 24 juin à New York se réunissait une commission de tous les États membres pour voir comment continuer sans l'aide des Américains. Car ils étaient les premiers donateurs des Nations unies.

Pour toutes ces raisons, les jeunes ont décidé de prendre la relève. Ils rejettent le Hamas parce qu'en onze ans de gouvernement, il n'a fait que poursuivre ses ambitions politiques et financières et n'a rien fait pour la population gazaouie. Ils honnissent l'AP parce qu'ils trouvent qu'elle est corrompue et que cela fait onze ans qu'elle n'a plus mis les pieds à Gaza, depuis les élections remportées par le Hamas en 2006. Elle s'est laissé entraîner malheureusement par les Américains et les Européens dans une parodie théâtrale honteuse par laquelle le résultat des élections était rejeté.

**N. Y**. — *Élections qui avaient pourtant été suivies de près par des observateurs de l'Union européenne…*

**L. S.** – Trois cents observateurs ! J'étais ambassadrice à l'Union européenne (UE) à cette époque. Et tous ont témoigné du fait que les élections avaient été totalement transparentes. Un an après, le Hamas faisait

un coup d'État et prenait de force le pouvoir. Si on avait laissé le Hamas prendre le pouvoir démocratiquement, on aurait pu juger sa gestion. Alors qu'on l'a transformé en martyr en lui donnant le beau rôle, finalement. Et le Hamas s'est alors laissé aller, ne se sentant aucune obligation de résultat puisqu'il estimait son action entravée par le boycott de l'Autorité, des Américains et des Européens. On peut douter toutefois de leur volonté de servir la population de Gaza. Et leur succès électoral était davantage lié à la volonté des Palestiniens de sanctionner le Fatah plutôt qu'à une réelle adhésion. C'est là mon opinion personnelle, et j'étais contre le boycott des résultats du vote en 2006.

**L'inventivité des jeunes**

D'une part les jeunes disent à l'AP : « Nous ne voulons pas de vous, car vous nous avez abandonnés ». Mais ils s'adressent aussi au Hamas : « Par vos stupides attaques à la roquette artisanale, des tuyaux que vous bourrez de produits organiques pour l'agriculture, lancés contre des villes comme Sderot, dont les habitants sont de pauvres civils, vous nous avez attiré des représailles dévastatrices. » En effet, trois offensives successives en 2008, 2009 et 2014 ont entièrement détruit Gaza, faisant des milliers de blessés, non pas parmi les militants du Hamas, terrés dans leurs repaires, mais principalement parmi les femmes et les enfants, souvent estropiés à vie. Les bombardements pleuvaient sans discrimination sur des quartiers civils, comme en Syrie aujourd'hui.

Les jeunes voulaient un mouvement de masse, mais non violent, et ils ont tenu bon malgré tout, car la tentation est grande à Gaza, où les armes circulent à bas prix : on peut y acquérir une Kalachnikov pour 20 dollars… Et ils se montrent très inventifs : les pneus brûlés sont destinés à brouiller par la fumée noire la vision des tireurs d'élite israéliens, de même que les grands miroirs de fortune fabriqués avec des surfaces en plastique pour les aveugler. La dernière invention des jeunes ce sont les cerfs-volants, un jeu peu coûteux que les adolescents pratiquent dans un environnement pauvre, mais propice aux courses sur la plage. Ils y ont ajouté des caméras, comme pour faire des drones, des boules d'essence en feu — qui incendient il est vrai des champs de culture. Ils se défendent !

**La puissance de la non violence**

**N. Y.** — *Les Israéliens les dénoncent comme des armes.*

**L. S.** — Ah oui ? Quelle ironie, eux qui tirent à balles réelles en visant la tête !! Eux qui tuent en un jour 62 personnes, font 7 000 blessés dont la plupart ont des os tellement éclatés qu'ils sont handicapés pour le restant de leurs jours ? Ces produits tombent sur des champs qu'ils incendient, mais ce n'est rien par rapport aux exactions de l'armée israélienne. C'est la dernière version de l'intifada, et je reprends le sens en arabe du mot intifada : se redresser, relever la tête. C'est d'abord un mouvement sur soi. C'est au Liban que le terme a été utilisé pour la première fois, lorsque les réfugiés ont mis à la porte de leurs camps le Deuxième Bureau de l'armée libanaise (renseignements). Et ils m'avaient expliqué le sens du mot : reprendre en main son destin. Ils n'avaient fait aucune victime. Dans les douze camps du Liban, en 1969, ils s'étaient soulevés et Raymond Eddé, alors ministre de l'intérieur, avait eu l'intelligence d'ordonner l'évacuation des camps par les services de sécurité libanais. C'était fait de manière totalement pacifique. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a repris la direction des 12 camps, jusqu'à aujourd'hui. Puis il y a eu une autre intifada en Palestine en 1987, magnifique, car elle a été non violente. Elle est réapparue en 2002, moins magnifique, parce que plus militarisée, et là elle redevient non violente.

On voit bien à quel point la mémoire des peuples retient les leçons des luttes pour la décolonisation. Ils comprennent la puissance de la non-violence. Même face à cette violence entre toutes qu'est l'occupation militaire. Malheureusement, le monde ne retient que les images à la télévision de kamikazes ou de tueurs de Daesh. Ils ne voient pas la violence des États, le terrorisme d'État qu'exerce Israël sur des populations civiles. Personne n'ose le dénoncer en tant que tel. Moi c'est grâce à ces jeunes que j'ai retrouvé l'envie de

parler de nouveau. Ils redonnent du sens à la lutte, ils ravivent l'espoir.

**N. Y.** — *Les médias occidentaux tentent d'attribuer toute la responsabilité des violences au Hamas.*

**L. S.** — Absurde. Toujours la hasbara. Ces manifestations sont tout à fait spontanées, elles sont l'expression d'une volonté populaire, elles sont même, pourrais-je dire, également dirigées contre l'establishment palestinien, qu'il soit du Hamas ou de l'AP. Ce sont surtout des jeunes, entourés de leurs familles. Les Européens s'offusquent de voir des bébés, ils ne veulent pas comprendre l'aspect festif de ce rassemblement où les jeunes ont dressé des tentes, ont organisé un pique-nique, ont prévu de la musique, apporté des jeux. Où voulez-vous qu'ils aillent ? Dans un pays assiégé et sans loisirs ? C'était une commémoration gaie, pleine de joie de vivre. Pourquoi Israël aurait-il seul le droit de commémorer ses 70 ans d'existence, avec une « saison culturelle » au Grand Palais ici même à Paris ? Là, avec les moyens du bord, la résilience du peuple palestinien expulsé de ses villages était célébrée au grand jour. Ces jeunes agitaient des clés devant les caméras en disant : « Regardez bien, nous n'avons pas oublié. » Ils font référence à ce que disait Ben Gourion en 1948 des réfugiés : « Les vieux mourront, et les jeunes oublieront » (5).

**N. Y.** — *Pourquoi alors une telle répression sanglante d'une quasi-kermesse populaire ?*

**L. S.** — Une répression criminelle plutôt ! Ce sont les dérives de tous les régimes militaires qui déshumanisent complètement la population occupée et qui — osons utiliser le terme — s'orientent vers un terrorisme d'État, pensant qu'une répression criminelle est de nature à dissuader d'autres jeunes à Jérusalem-Est et en Cisjordanie de toute action similaire. Mais nul n'est dupe. Nulle part on ne tire à balles réelles sur des civils désarmés. Toutes les conventions internationales l'interdisent. C'est pour cela qu'Amnesty International et Human Rights Watch parlent de crime de guerre et demandent des comptes. C'est pour cela aussi que les États-Unis se sont retirés du Conseil des droits de l'homme. Car on commence à y établir le fait qu'il s'agissait de crimes de guerre. Comme ceux qui sont perpétrés en Syrie. Et ils vont être jugés à la Cour pénale internationale (CPI), car finalement l'AP a réclamé un procès. Et pourtant jusqu'à présent, après trois guerres, nous ne nous étions pas plaints. Pourquoi ? Parce que chaque fois qu'Abou Mazen (6) voulait porter l'affaire devant la CPI, les Américains — Donald Trump, mais même Barack Obama — lui disaient : « Si vous allez à la CPI on ne pourra plus vous aider dans le processus de paix, vous allez nous embarrasser », ce qui le dissuadait d'y aller. Il a fallu qu'il abandonne tout espoir dans les États-Unis pour se résoudre à y aller. Enfin ! Et Fatou Bensouda, la procureure générale est en train d'étudier le dossier et va envoyer une mission. Bien entendu, Israël ne va pas lui permettre d'entrer. Mais on a assez d'informations pour faire juger le crime même sans cela. Combattre le Hamas par bombardement aérien est beaucoup plus facile pour l'armée israélienne que de combattre des jeunes munis de cerfs-volants.

**Le plan américain est une farce**

**N. Y.** – *Il y a une délégation composée de Jared Kushner, Jason Greenblatt et David Friedman qui fait une tournée dans les pays arabes pour annoncer le« deal of the century », le plan de paix de Donald Trump. Qu'en pensez-vous ?*

**L. S.** — C'est une farce. C'est la plus grande arnaque du siècle. Les seuls qui n'ont pas été consultés sur ce « deal », ce sont les Palestiniens. Donald Trump a consulté, avec son gendre Kushner et son ami Greenblatt qui sont des défenseurs des colonies, les Saoudiens, les Émiratis, les Bahreïnis, les Égyptiens, les Jordaniens, mais pas les Palestiniens. Par conséquent les Palestiniens ne se sentent absolument pas concernés par ce plan, et à la rigueur cela ne les intéresse même pas, ils n'essaient même pas de savoir ce qu'il contient, tellement c'est offensant. Après 70 ans de Nakba et 25 ans de négociations à la suite d'Oslo, quelqu'un comme Donald Trump ose parler d'un processus de paix sans l'intéressé principal qu'est la Palestine ? Pour moi Kushner, Greenblatt et Friedman sont des Israéliens. Kushner finance directement la

grande colonie de Beit El qui est le verrou de Ramallah. Sa famille elle-même habite à Beit El. Mais le plus grave est que c'est la première fois qu'il y a un processus dans lequel les pays arabes sont dans le camp de nos ennemis.

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Bahreïn, l'Égypte et maintenant la Jordanie malheureusement, sont dans le camp américano-israélien. Jamais je ne pensais vivre un tel moment. Qu'il y ait eu des tentatives de normalisation ici ou là, dans le passé, avec certains pays comme le Maroc, le Liban… mais pas comme cela : ouvertement, des pays qui prennent position sur un processus où les Palestiniens ne sont pas consultés, c'est de la haute trahison ! J'insiste sur le terme. Et je parle là des pays arabes, pas de l'Europe qui ne peut pas être plus arabe que les Arabes. Monsieur Trump ne veut de toute façon pas de l'Europe. C'est le règne de l'unilatéralisme ; il ne veut pas non plus de l'ONU ni de l'OTAN ni du G7. Et il a trouvé des complices, des « sous-fifres », c'est-à-dire des pays qui sont ses débiteurs d'une façon ou d'une autre. On se demande d'où sort Mohamed Ben Salman, qui va tout de même devenir roi dans un pays qui abrite les lieux saints sunnites du monde entier. Et il va aller accepter un plan de paix qui dit que Jérusalem est uniquement la capitale de l'État d'Israël ? Jérusalem qui est le troisième lieu saint de l'islam sunnite ?

**N. Y.** — *Pourquoi une telle complaisance à votre avis ?*

**L. S.** — Je me le demande vraiment. Est-ce qu'il devrait son ascension aux Américains en échange de futurs services rendus ? Car il n'était pas prévu qu'il devienne le prince héritier. Le prince Mohamed Ben Nayef était très bien vu des Américains, il avait d'excellents rapports avec Barack Obama. Il avait été félicité pour sa précieuse collaboration en termes de renseignements après les attentats du 11 septembre. Et pourtant il a été mis de côté en 24 h et Mohamed Ben Salman a été propulsé prince héritier. Peut-être était-il préparé à jouer le rôle qu'il joue aujourd'hui ? Mais je ne pense pas que le peuple saoudien acceptera ces positions.

**N. Y.**— *On le dit populaire parmi la jeunesse, grâce à ses mesures sociétales et à un certain discours sur la corruption…*

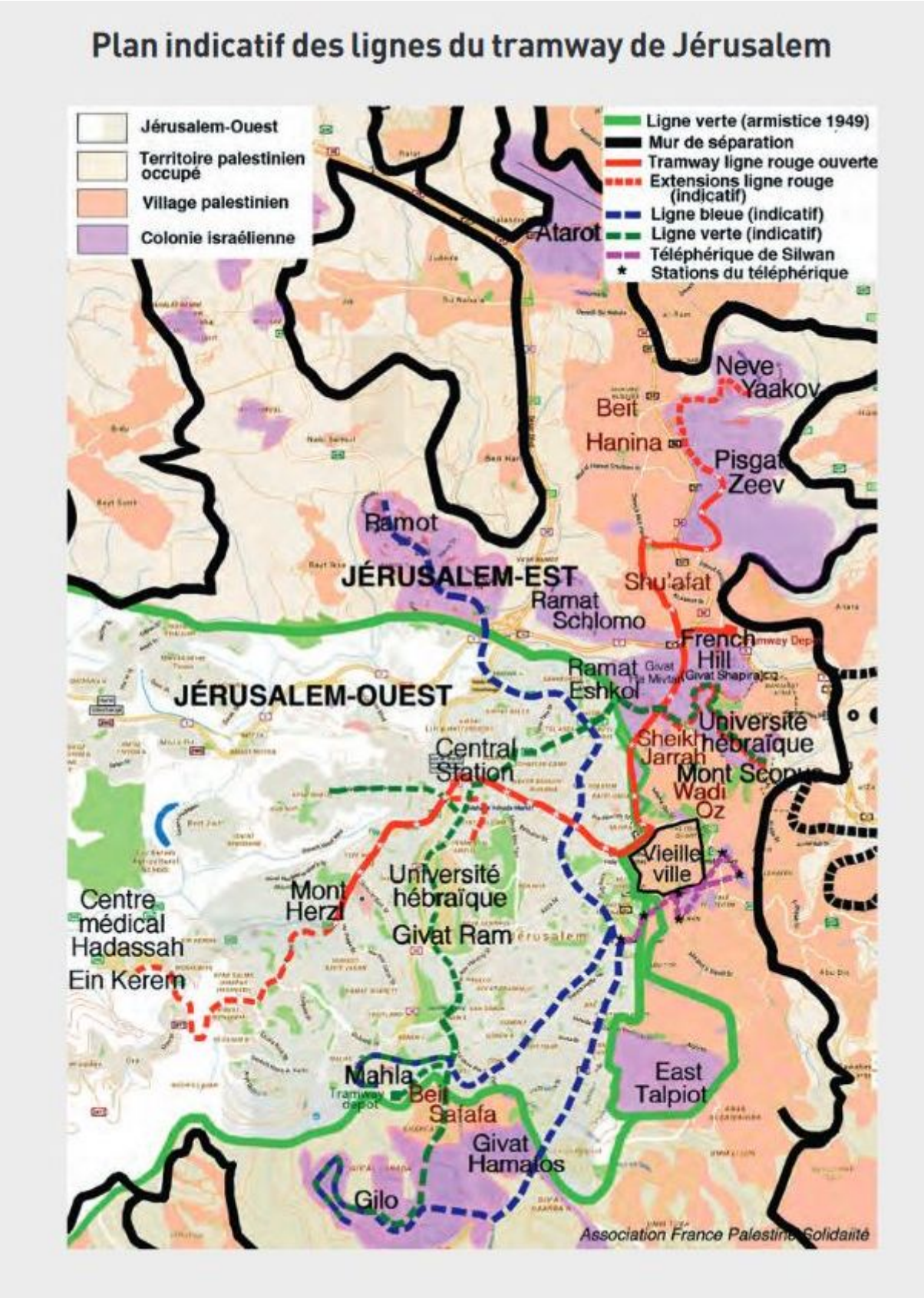
L. S. — *Je ne crois pas les Saoudiens assez stupides pour croire à cette soudaine vertu ostentatoire anti-corruption, alors que tous les intermédiaires des grands contrats ont sans exception baigné dans cette corruption, touchant des commissions sur tous les contrats avec l'Occident, sur les armes comme sur le reste. Les Saoudiens sont un peuple intelligent et éduqué contrairement à ce que pense l'opinion publique européenne qui méconnaît la situation intérieure en Arabie. Le peuple saoudien connaît pertinemment les atouts du pays, le poids du pétrole malgré la découverte du pétrole américain, l'emplacement de l'Arabie dans la géostratégie mondiale et son statut en tant que gardien des lieux saints musulmans. Il ne va pas être dupe de mesures cosmétiques comme celle de l'autorisation des femmes à conduire, d'autant que Mohamed Ben Salman reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre, en emprisonnant des militants des droits humains.*

Enfin, il a accordé aux États-Unis sa première visite et y a passé deux semaines, détail incongru pour une visite officielle. Ce qui en dit long… Et pendant ces deux semaines il a demandé à voir le lobby israélien, non pas les représentants progressistes de la communauté juive, J Street (7), les amis d'Obama, non, plutôt les amis de Trump, l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac). Et il aurait dit : « The Palestinians should either shut up or accept Trump's deal of the century ». On croirait entendre Trump lui-même !

Mais que vaut un État palestinien sans Jérusalem alors même que Trump a déjà décidé du sort de la Ville sainte ? Il est inexistant. En fait, les Israéliens veulent créer une « Jérusalem métropolitaine », c'est pour cela qu'ils ont construit depuis 1967 ans toutes ces colonies tout autour de la ville sainte (cf. carte), avec Maale Adoumim à l'est, tout le bloc Gush Etzion au sud, tout le bloc au nord avec Psagot et Pisgat Zeev et toute la route autour. Et ils vont repousser la frontière. Toujours dans leur obsession démographique, ils

vont installer un demi-million de citoyens juifs autour de 300 000 Palestiniens chrétiens et musulmans. Et vous croyez que ceux- là pourront survivre ? Ils vont être asphyxiés dans un ghetto et le demi- million de juifs sera surtout composé de colons ou de religieux. À Jérusalem il y a énormément de religieux. La moitié d'Israël consistera en cette Jérusalem métropolitaine (cf carte).

Trump est partie prenante d'une vraie stratégie à Jérusalem. Et je suis très affectée de voir le monde chrétien s'incliner, car c'est quand même la ville de Jésus, pas seulement celle du prophète Mohammed. C'est une ville sainte pour la chrétienté, c'est là que se trouve le tombeau du Christ. Alors que le Prophète est enterré en Arabie. Est-il acceptable qu'on n'ait pas entendu une seule protestation ? Le christianisme occidental dans son ensemble n'a pas ouvert la bouche. J'ai le plus grand respect pour le pape François, mais a-t-il fait une seule déclaration ? La France dit qu'elle ne reconnaît pas Jérusalem comme la capitale d'Israël. Oui, mais après elle participe à la mise en place du tramway qui est la condition sine qua non de l'extension de la ville actuelle aux colonies.




© Association France-Palestine solidarité (AFPS)

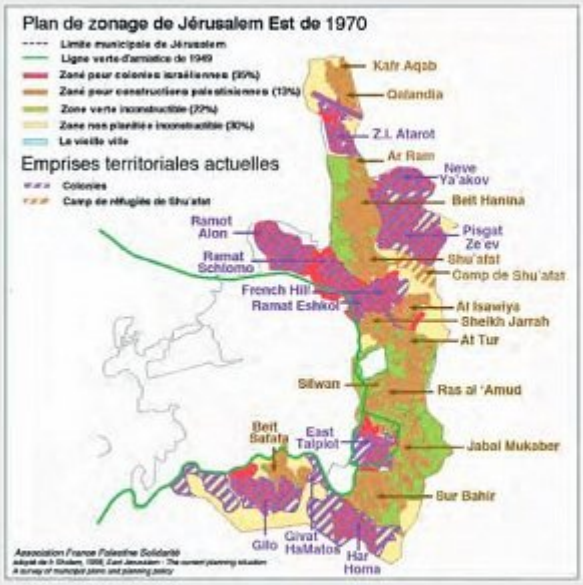
**Infléchissement de la politique française ?**

Ce qui est inadmissible dans ce tramway est qu'il tisse des réseaux de transport entre les colonies du nord, du sud, de l'est et de l'ouest avec le centre de la ville. Et il fait de la métropole une réalité. Et qu'on ne me dise pas qu'on ne peut pas arrêter les entreprises françaises. Il y a dix ans il y a eu un procès contre Alstom et Veolia pour le premier rail et maintenant il s'agit de sociétés à fonds publics, semi-étatiques : Egis-Rail et Systra, filiales du groupe Egis. L'Etat français possède 75 % du capital des deux sociétés. Et après vous me

dites qu'ils ne reconnaissent pas Jérusalem ? Quelle importance ont les déclarations verbales si elles sont contredites dans les faits ? Ils sont en train de donner à Nétanyahou et à la droite israélienne les moyens concrets de relier toutes les colonies à la ville et d'en faire une seule et même immense colonie exclusivement juive. Les Israéliens entendent provoquer chez les Palestiniens ce qu'ils appellent le « self-transfer » : à force de harcèlement, privés de travail, d'écoles, d'hôpitaux par le mur de séparation, taxés trois fois plus que les juifs, les habitants palestiniens s'en iront d'eux-mêmes, et cela aura le même résultat que l'expulsion.

**Carte 1 – Évolution des limites municipales de Jérusalem**

**Carte 2 – Plan de zonage de Jérusalem-Est établi par la municipalité en 1970**




*En rouge les zones réservées à la colonisation (35 %), en vert et en jaune les zones vertes et « en réserve », inconstructibles, (22 % et 30 %), en marron les zones réservées au développement palestinien (13 %,) en fait déjà urbanisées. L'emprise actuelle des colonies est représentée par des rayures mauves. Les rayures marron indiquent le camp de réfugiés de Shu'afat.*

© Association France-Palestine solidarité (AFPS)

Savez-vous que si un Palestinien s'absente un an pour des études par exemple, il n'a plus le droit de revenir habiter à Jérusalem ? La fille d'Hanane Ashraoui, députée au Conseil législatif, est allée étudier un an à Harvard. On lui a retiré sa carte de résidente. Elle habite à l'étranger. Rien n'y a fait. Les Palestiniens de Jérusalem sont traités comme des étrangers. Ils ont une sorte de carte de séjour. Ce n'est pas la même carte que les Israéliens juifs. Ils sont considérés comme des « résidents », pas des autochtones, même s'ils sont là depuis des générations.

**N. Y.** — *Vous insistez sur cette question du tramway. Pensez-vous qu'il y a un infléchissement de la position française à l'égard de la question de Palestine ?*

**L. S.**— Il y a un infléchissement de la politique mondiale à cet égard, et avant tout des pays arabes du Golfe, de l'Égypte d'Abdel Fattah Al-Sissi, de la Jordanie. Sans parler du désastre au niveau américain. Il y a une paralysie totale de l'UE, avec une bataille entre d'une part la Bulgarie, la Hongrie, la Tchéquie et la Roumanie et de l'autre le reste de l'Europe. Il y a donc une vraie fracture au sein même de l'UE, et la paralysie vient de l'impossibilité de prendre des décisions autrement qu'à l'unanimité. Et comme il n'y a pas d'unanimité, l'UE n'existe plus. Ils sont en train de se bagarrer pour six cents pauvres réfugiés sur l'Aquarius, sur le continent le plus riche du monde. C'est pathétique. Et ils vont s'occuper des Palestiniens ?

**Trump entraîne la région dans une nouvelle guerre**

Nous sommes en train de vivre une nouvelle Nakba, car tous ces éléments sont nouveaux. Avant, nous avions les Arabes avec nous. Nous avions les Européens, qui étaient plus forts avant l'élargissement à 28. L'UE a reconnu à Venise en 1980 le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Aujourd'hui, elle critique les colonies, mais accepte leurs produits sans les taxer. Quant aux États-Unis, c'est du jamais vu, après Bill Clinton, Barack Obama ; même George H. W. Bush avait un minimum de décence. On n'a jamais vu un personnage aussi irresponsable, ignare, vulgaire et dangereux, qui ne connaît pas le B-A BA des relations internationales. Ce monsieur est en train de battre en brèche tous les accords qui gèrent la paix dans le monde, dont l'accord sur l'Iran, seule possibilité de limiter la course à l'armement nucléaire dans cette région, et il veut taxer toutes les compagnies qui continuent à travailler avec les Iraniens, dont beaucoup de sociétés françaises. Trump s'est aussi retiré de la COP21, faisant fi de la pollution, du réchauffement climatique. Il est en train de mener une guerre commerciale contre la Chine, l'UE, une guerre contre l'ONU. C'est un danger universel, il faudrait l'enfermer, car il menace la paix dans le monde entier.

Trump risque d'entraîner la région du Proche-Orient dans une nouvelle guerre, car il a trouvé en Nétanyahou un « va-t-en-guerre » comme lui. Nétanyahou cherche à faire diversion par rapport aux nombreuses affaires de corruption qui menacent de le traîner devant les tribunaux. Les Israéliens bombardent les Iraniens en Syrie, car ils n'osent pas le faire en Iran. Les Iraniens sont certes les maîtres de l'armée syrienne, mais ces bombardements visent à provoquer des hostilités, car les Iraniens finiront par riposter, face aux lourdes pertes subies en Syrie. Et le théâtre de cette guerre sera hélas le territoire syrien, déjà tellement dévasté, avec un débordement possible sur le Liban si le Hezbollah ouvre un nouveau front pour soulager l'Iran en Syrie. Et là les Israéliens vont démolir le Liban, ils en sont capables. Ils l'ont déjà fait en 1982 et en 2006.

Trump de son côté cherche lui aussi une diversion aux tentatives d'impeachment dans son propre pays. Il faut voir comment mes amis américains eux-mêmes me parlent de leur président, terrifiés à l'idée d'être embarqués dans une nouvelle guerre, contre l'Iran cette fois. D'autant plus que nous sommes aujourd'hui dans un désordre mondial, après la disparition de l'équilibre USA-URSS, précaire, mais qui était garant d'une relative paix dans le monde. Aujourd'hui nous sommes dans une atmosphère de guerre chaude, avec en Russie la figure d'un Vladimir Poutine, animé d'une redoutable ambition, mais populaire dans son pays pour avoir libéralisé l'économie, et un fou à la Maison Blanche qui se regarde gouverner sur Twitter, avec la compétition de puissances régionales membres de l'OTAN comme la Turquie et de puissances régionales non membres, mais très armées comme l'Iran, des pays du Golfe offensifs à qui la France a vendu beaucoup d'armes, et qui ont détruit le Yémen — un vrai crime contre l'humanité. Ils ont fabriqué de toutes pièces la thèse que les houthistes étaient des agents iraniens. Certains princes saoudiens comme Talal Ben Abdel Aziz demandent : « mais que faisons-nous au Yémen ? ». Le pays est détruit, l'épidémie de choléra, l'une des pires au monde, s'est répandue… Peut-on imaginer que cela n'aura pas de retombées sur l'Arabie saoudite et les Émirats ? Qui va arrêter les Yéménites dans leur colère contre tous ces pays qui ont participé à cette coalition ? Ils vont être encore plus furieux que les habitants de Gaza. Les événements qui se préparent, personne ne pourra ni les prédire ni les contrôler ni les calmer. Car les revirements d'alliances entre divers protagonistes dans la région rendent le jeu confus et illisible. Israël pourrait bien être l'instrument de cette nouvelle guerre qui nous menace tous.

**N. Y.** — *Peut-on dire aujourd'hui que l'AP a tué l'OLP ?*

**L. S.** – Non, l'histoire ne revient pas en arrière. L'OLP appartient au peuple de Palestine. Elle est née en exil. Une idée de Gamal Abdel Nasser au début, pour contrôler la résistance, puis chez Hafez Al-Assad. Mais Yasser Arafat a donné à l'OLP une vraie consistance, et réussi à imposer « l'indépendance de la décision nationale palestinienne » en 1969, et il a développé l'OLP contre l'avis de ses camarades, d'Abou Mazen, Abou Jihad (Khalil Al-Wazir) et Abou Iyad (Salah Khalaf ) qui disaient que l'OLP était une « instance bureaucratique » dont la guérilla n'avait que faire. Prenant le pouvoir à la tête de l'OLP, il a

merveilleusement assuré la représentation palestinienne jusqu'à Oslo et son retour en Palestine.

**Le talon d'Achille de l'OLP**

Les Israéliens ont œuvré à la création d'une autorité destinée à gérer uniquement les territoires palestiniens concernés par les accords d'Oslo, faisant fi de tous les réfugiés de la diaspora. Cela a beaucoup contribué à marginaliser l'OLP. C'était un dispositif découpé sur mesure à la taille d'Israël et de ses intérêts. Et nous n'avons pas été assez vigilants. Arafat venait d'être expulsé du Liban, et avant cela il était en Jordanie, et bien avant cela au Koweït. Il disait : « l'OLP s'éloigne de plus en plus de la Palestine. Maintenant je suis assis à Hammam Chatt (8) dans un hôtel en bord de mer. Où serai-je demain ? » Quand les Israéliens ont vu à Washington, dans la foulée de la conférence de Madrid en 1991 une délégation palestinienne des territoires palestiniens (adjointe à la délégation jordanienne, le premier ministre israélien Yitzhak Shamir ayant alors refusé une représentation de l'OLP) présidée par Haidar Abdel Chafi, qui négociait très sérieusement, ils ont ouvert un contact secret avec l'OLP via Oslo. Il faut comprendre que ce qui caractérise le mouvement palestinien c'est qu'il est né en exil, c'est là son talon d'Achille. Toutes les autres résistances étaient sur leur territoire, comme celle du Vietnam, de l'Afrique du Sud ou de l'Algérie. Israël a finalement vu qu'il serait plus facile de négocier avec l'OLP qu'avec la délégation palestinienne de l'intérieur. Ils ont donc préféré les négociations secrètes. Et nous sommes tombés dans le panneau.

Cela étant, je ne crois absolument pas à la dissolution aujourd'hui de l'AP ni à celle de l'OLP. Ce serait suicidaire.

**« L'Autorité palestinienne n'est plus une autorité nationale »**

**N. Y.** — Mais Yasser Arafat avait bien donné son feu vert aux négociations secrètes ?

**L. S.** — Il avait compris que la seule chose qui pouvait le ramener en Palestine, c'étaient les accords d'Oslo. Et il nous affirmait : « Je vais vous ramener en Palestine ». Mais il ne parlait pas d'un État, car les accords d'Oslo ne mentionnent pas un État. Il ajoutait : « Après, vous poursuivrez le processus ». Nous avions alors tous voté pour Oslo. Il était impossible pour nous de rester tributaires de l'hospitalité des uns et des autres dans les pays arabes.

C'était aussi une manière de ramener l'OLP dans le jeu. Arafat n'avait pas d'illusions, il savait qu'il ne verrait pas lui-même la naissance d'un État palestinien. Mais souvenez-vous du début de cet entretien : toute l'histoire de la Palestine commence avec l'expulsion. Et le retour devient un triomphe, car il inverse le mouvement. Et c'est pour cela qu'Arafat est accueilli par les Palestiniens en héros. Israël lui avait pourtant laissé le Hamas à Gaza avec toutes ses armes en se disant que les Palestiniens allant s'entretuer. Mais Arafat, avec son habileté légendaire, avait réussi à gérer le Hamas. Sa mort a été un désastre. C'était un tacticien hors pair, charismatique, avec un flair politique exceptionnel et surtout une proximité fusionnelle avec son peuple qui le considère jusqu'à aujourd'hui comme son leader historique.

Aujourd'hui, les jeunes sont réprimés honteusement pour des revendications légitimes. Le 13 juin à Ramallah des manifestants qui ne réclamaient rien d'autre que le paiement des salaires des fonctionnaires de l'Autorité à Gaza ont été brutalement réprimés par les agents de la sécurité, ainsi que les représentants d'Amnesty International et de l'organisation de défense des droits humains Al-Haq. Cela montre que l'Autorité n'est plus une autorité nationale. On se demande ce qu'elle est. Elle ne veut pas arrêter la coopération sécuritaire avec un régime israélien meurtrier, criminel de guerre, on l'a vu à Gaza ; c'est inadmissible. Alors que des tireurs d'élite israéliens tirent sur nos jeunes ? Que nous avons 7 000 prisonniers, dont 350 enfants ? Cela fait deux ans que l'on demande la suspension de la coopération sécuritaire et personne ne répond du côté de l'AP. Il y a donc une délégitimation de cette instance. Elle avait très bien représenté le peuple palestinien depuis 1967, mais là ce n'est plus le cas, ni à l'intérieur des territoires ni à l'extérieur. Je reviens de Beyrouth où les gens ne la reconnaissent plus comme leur

représentant. Ils sont sûrs que dans l'avenir ils retrouveront des représentants. Comment ? Où ? On ne sait pas encore. Il y a une nouvelle génération de femmes et d'hommes brillants un peu partout dans le monde, qui ont étudié dans les meilleures universités.

**Palestiniens, citoyens du monde**

Finalement, l'éclatement de la Palestine aura disséminé sa semence à travers la diaspora. Depuis que j'ai le temps, je rencontre des personnalités palestiniennes beaucoup plus intéressantes que tous les ministres et chefs d'État que j'ai pu connaître pendant les vingt-cinq années où j'ai été ambassadrice, et j'en suis émerveillée. Il y a en Amérique en Australie, au Canada, en Europe, dans le monde arabe, surtout de jeunes femmes, des leaders nés, juges, avocats, médecins, ingénieurs, environnementalistes, et très attachés à leur pays. Ils sont citoyens du monde et représentent l'avenir de la Palestine.

**N. Y.** — Une dernière question sur Gaza. Certains disent que Mohammed Dahlan, proche des Émirats arabes unis, pourrait représenter une alternative au pouvoir du Hamas à Gaza ?

**L. S.** — Je n'y crois pas un seul instant. Ce triste personnage, un médiocre « flic collabo » pour parler familièrement, est totalement discrédité aux yeux des Palestiniens. Ce qui est beaucoup plus grave que la succession de Mahmoud Abbas et de tous les candidats qui se déchirent pour prendre sa place, c'est le « deal of the century » qui propose d'investir un milliard de dollars (850 millions d'euros), en apparence à Gaza, mais en réalité dans le Sinaï égyptien. Ils comptent y construire une usine de désalinisation d'eau de mer, une usine d'électricité qui pourraient accessoirement bénéficier à Gaza. Ce sont deux types d'installations qui font certes cruellement défaut, mais le problème n'est pas uniquement humanitaire. Il est politique avant tout et doit être traité comme tel. Séparer le sort de Gaza de celui de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est est une autre manière de mettre fin à la question de Palestine que le monde cherche à résoudre depuis 70 ans et pour laquelle ce peuple courageux, avec une société civile inventive et déterminée, se bat encore. Il continuera à le faire jusqu'à la reconnaissance de ses droits nationaux. Je n'en doute pas une seconde.

**Nada Yafi, Leïla Shahid**

1 Shlomo Sand, Comment le peuple juif fut inventé, Fayard, 2008.

2 Walid Khalidi, « Plan Dalet : Master Plan for the Conquest of Palestine », Journal of Palestine Studies, vol. 18, n° 1, automne 1988.

3 Deir Yassin était un village situé à 5 km à l'ouest de Jérusalem. Ses habitants ont été massacrés le 9 avril 1948 par des membres de l'Irgoun (organisation armée sioniste) et du Lehi ou groupe Stern, organisation terroriste.

4 Le sommet de Taba s'est tenu du 21 au 27 janvier 2001 à Taba dans la péninsule du Sinaï, en présence de Bill Clinton, d'Ehud Barak, alors premier ministre israélien et de Yasser Arafat. Il s'agissait de résoudre dans l'urgence les différents points du conflit israélo-palestinien, après l'échec du sommet de Camp David II en juillet 2000 et le déclenchement de la seconde Intifada. Sans résultat.

5 David Ben Gourion dans son journal, à la date du 18 juillet 1948, cité par Michael Bar Zohar, Ben-Gurion : the Armed Prophet, Prentice-Hall, 1967, p. 157.

6 Nom de guerre de Mahmoud Abbas.

7 Groupe de pression fondé en 2008 aux États-Unis, qui promeut une véritable gouvernance américaine pour que s'achève le conflit israélo-palestinien de manière diplomatique et pacifique.

8 Ville de la banlieue de Tunis.

*Les notes sont de la rédaction.*

**Leïla Shahid**
Déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France de 1994 à novembre 2005, puis ambassadrice de la Palestine auprès de l'Union européenne, de la Belgique et du Luxembourg de 2005 à 2015.

---

**Lire aussi :** Sur le site d'Orient XXI

---

Visuel : Frontière Gaza-Israël, 15 mai 2018. L'une des premières manifestations pour le droit au retour à l'occasion du 70e anniversaire de la Nakba.
Ashraf Amra/APA/Zuma/Alamy

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > S'informer > Actualités >
- Adresse de cet article : http://www.plateforme-palestine.org/A-Gaza-c-est-l-avenir-des-Palestiniens-qui-s-invente